



agrobiosciences

La Conversation de la Maison Midi-Pyrénées

Jeudi 25 mars 2004

Sécurité alimentaire et santé : un progrès ou un retour vers l'hygiénisme ?

Georges Bories, Directeur de recherche en toxicologie alimentaire à l'Inra, Expert à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) et à la Commission européenne (UE).

Edité par la Mission Agrobiosciences. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



**« La Conversation de la Maison Midi-Pyrénées »
histoire des hommes, histoire de sciences, enjeux pour le futur**

Première synthèse de la Conversation du
Jeudi 25 mars 2004

**« Sécurité alimentaire et santé : un progrès ou un retour vers
l'hygiénisme ? »**

Avec la participation de Georges Bories. Directeur de recherche en toxicologie alimentaire à l'Inra. Expert à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA) et à la Commission Européenne (UE).

La sensibilité souvent exacerbée à l'égard des dangers sanitaires sont certes la conséquence de récentes crises, mais aussi des avancées en matière d'évaluation et de détection des risques. Au-delà d'une demande légitime de la part de société, l'invasion des produits bactéricides, l'obsession de la santé et de la sécurité sanitaire et autres phénomènes actuels ne signalent-ils pas une tendance à l'hygiénisme ? Retour sur cette notion, apparue historiquement au 19^{ème} siècle, et qui a envahi à l'époque l'ensemble du « corps » social. Les conditions sont-elles réunies pour que se réaffirme cette notion ? Quels en sont les signes, les paradoxes et les conséquences, y compris socio-économiques et politiques ?

Près de 50 personnes parmi lesquelles des chercheurs de plusieurs disciplines : biologistes, économistes, sociologues, agronomes, linguistes, psychologues... mais aussi des responsables d'associations de consommateurs et de défense de l'environnement, des responsables de collectivités locales et un public varié de citoyens de tous âges concernés par le sujet et désireux d'en débattre pour mieux l'éclairer.

L'intervention d'une personnalité scientifique : « Sécurité alimentaire et santé : un progrès ou un retour vers l'hygiénisme ? »

Par Georges Bories, Directeur de recherche en toxicologie alimentaire à l'Inra, expert à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) et à la Commission européenne (UE).

Pour un scientifique du domaine des sciences dites dures, aborder les problèmes de sécurité des aliments dans la perspective hygiéniste ramène immédiatement le débat dans le contexte de la sociologie. Autant je suis séduit par la manière dont s'expriment les sociologues, je dois reconnaître qu'il s'agit d'un univers scientifique totalement différent du mien et que si j'arrive à décrypter son langage, je ne puis m'approprier celui-ci. L'origine de « l'hygiénisme » remonte au Siècle des Lumières, période qui correspond à la prise en considération de l'Homme en tant que tel. Il n'y a pas eu à cette époque de révolution scientifique majeure, mais plutôt un nouveau regard porté sur l'Homme et la société des hommes. Une médecine « néo-hypocratique ». Hypocrate disait que les lois naturelles prévalent et que les maladies sont générées par le non-respect de la loi naturelle - la nature se vengeant en quelque sorte - voit le jour à partir des progrès de l'anatomie (en particulier l'anatomopathologie) et de

l'examen clinique du corps (on regarde le corps et dans le corps). Il ressort une idée assez différente de l'organisation interne des organismes vivants, très coordonnée, très organisée, structurée par un ensemble de fibres reliant les différents éléments (os, système veineux, système nerveux...), qui se substitue à la structure en cavités remplies d'humeurs qui prévalait jusque là. Cette vision se projette en métaphore dans le domaine social, où apparaît la notion de lien social entre individus. Le médecin qui jusque là s'occupait exclusivement de l'individu, élargit sa vision et considère désormais le groupe, la population. Son rôle a été essentiel dans le développement de « l'hygiénisme ». En regard des lois naturelles qui lorsqu'elles sont transgressées génèrent la maladie, la médecine cherchait à comprendre et à approfondir le fonctionnement des corps (humain et social) afin de pouvoir corriger pour revenir à cette situation naturelle favorable. Pour y parvenir, le médecin ne peut agir tout seul, il lui faut un relais constitué par le pouvoir politique dont il attend qu'il puisse imposer une sorte de police médicale (doctrine de Johan Peter Frank). Le médecin s'institue en tant que médiateur vis à vis de l'autorité politique avec par exemple la création de la Société Royale de Médecine en France, mais également vis à vis de la population en développant l'information, notamment au travers de la Gazette médicale. La création des Annales d'hygiène publique institutionnalise cette fonction nouvelle de la médecine consistant à participer avec le pouvoir politique à l'élaboration des lois qui vont régler la santé publique. Le développement de l'hygiénisme au 19^{ème} siècle se trouve accéléré par la survenue de grandes épidémies (choléra, tuberculose), mais également par la révolution industrielle. Cette poussée s'accompagne d'inévitables dérives, un corps social en bonne santé étant aussi un gage d'efficacité dans le processus d'industrialisation en plein essor. Ces déviations qui flirtent avec l'eugénisme et témoignent de l'éloignement de la finalité généreuse du Siècle des Lumières, ont connu un dramatique regain d'actualité dans l'Allemagne des années trente.

Même si les idées étaient bien établies, la réalisation des objectifs fixés par l'hygiénisme s'est avérée lente. On a pu croire cependant que dans les années 1970-80, on arrivait au terme du processus du fait des progrès considérables réalisés par la médecine et la prise en compte des problèmes sociaux afférents à la santé, notamment en matière de prévention : santé individuelle et sociale apparaissaient comme maîtrisées. Quelques crises (sang contaminé, « vache folle », dioxines et autres risques émergents) ont suffi à rappeler que des risques étaient constamment présents et menaçants. Au-delà des stricts aspects de sécurité sanitaire sont venus s'imbriquer d'autres considérants renvoyant à des questions beaucoup plus larges, concernant les modes de production des denrées alimentaires et leurs impacts économique et sociologique, mais également sur l'environnement, lequel a un retour direct sur la santé. Des débats éthiques se sont développés à propos de la politique de brevetabilité du vivant ou des OGM. Dès lors il apparaît que la sécurité alimentaire ne peut pas être réduite à son cadre scientifique le plus simple, celui de la toxicologie alimentaire, et qu'il convient de la recadrer dans un contexte beaucoup plus large.

Sur un autre plan, le domaine des techno-sciences connaît un développement considérable et produit une offre technologique extraordinairement riche d'objets, d'outils ou de procédures dont les multiples impacts doivent faire l'objet d'une évaluation préalable minutieuse et de mesures de contrôle. Un fait singulier réside dans l'observation que c'est la même Science qui génère les outils permettant le contrôle de sa propre activité, forme d'autocensure en quelque sorte (exemple de la toxicologie). Il n'y a pas raison de penser que les outils indispensables à cet exercice ne bénéficient pas du même courant d'évolution et d'acquisition de connaissances scientifiques. Mais si l'offre technologique s'accélère, une question de moyens se pose lorsque l'on doit évaluer les risques associés à chacun de ses produits pour permettre au gestionnaire de prendre des décisions éclairées. D'où l'observation d'un décalage entre

l'exigence de l'action et la certitude des connaissances, et le recours au principe de précaution.

On est passé finalement de la responsabilité d'une élite intellectuelle des Lumières à l'égard d'une masse non éduquée, pauvre, en mauvaise santé et subissant une socialisation nouvelle, à une société généralement éduquée, en bonne santé, beaucoup plus homogène, vivant dans des systèmes beaucoup plus démocratiques et ayant acquis une autonomie beaucoup plus grande de pensée, d'action et de réflexion.

« L'hygiénisme » du XIX^{ème} siècle est devenu une sorte " d'**hygiénisme social**" dont la fonction est de gérer un certain nombre de contradictions, comme :

- la prise en compte collective des risques dans un contexte social individualiste ne voulant considérer que le risque individuel, l'acceptation de l'idée même de risque alors que l'on se polarise sur le risque zéro,
 - la question des incertitudes et du principe de précaution, réponse politique parfois commode qui peut être dévastatrice du point de vue économique et donc finalement social selon la manière dont il est utilisé et mis en application,
 - la séparation de l'évaluation du risque et de la gestion des risques (l'évaluation des risques dans le domaine de la science et la gestion des risques dans le domaine politique).
- Cette fonction est pleinement au cœur du rapport toujours difficile entre science et politique.

Cet « hygiénisme social » peut avoir des dérives. Le vieux démon de l'eugénisme que Michel Foucault avait bien analysé dans un système de normalisation des individus en est la manifestation la plus détestable, même s'il est revenu en arrière pour parler de gouvernementalité (plus souple et plus compréhensible). Dans les deux cas le problème de l'autonomie de la science est posé, tel qu'on le rencontre à propos de la manipulation des embryons. Cette autonomie est jugée cependant moins dangereuse car elle est verrouillée par une socialisation rapide de la science depuis une vingtaine d'années avec une prise en compte de la demande sociale (cf. les organismes de recherche). On observe en sens inverse une certaine médicalisation du social : la communauté scientifique essaie de valider, de communiquer, pour acquérir une reconnaissance, une certaine « biolégitimité ». La bioéthique apparaît comme une des façons par laquelle s'implante la fonction symbolique des anciens hygiénistes dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle (vtournay@wanadoo.fr). Elle constitue un outil qui permet de faciliter les rapports de la médecine avec la société et s'inscrit ainsi pleinement dans l'hygiénisme social.

« **L'hyper-hygiénisme** », est la critique de ceux qui pensent que « l'hygiénisme » empiète sur les libertés et la responsabilité individuelles, et que finalement il s'avère être contre-productif au plan de l'hygiène. Certains montrent la grande contradiction qu'il y a lorsque par exemple des règles d'hygiène très strictes favorisent en fait l'industrie agro-alimentaire aux dépens d'individus producteurs qui se trouvent pratiquement exclus du marché. Les mêmes reprochent à cette agro-industrie triomphante d'être elle-même la promotrice de produits qui convoient des contaminants et dont la qualité ne serait pas celle que l'on est en droit d'attendre sur le plan nutritionnel.

Certains auteurs (Frank van Dun) soulèvent la question du développement d'un véritable "**hygiénisme législatif**" au travers de la vague de mesures réglementaires prises dans le champ de la sécurité sanitaire des aliments. Ils identifient un discours public de la part des autorités politiques, académiques, des médias, des activistes de divers mouvements, qui fournit une certaine légitimité, une respectabilité aux lois et aux mesures fiscales et administratives que les programmes hygiénistes préconisent. Ces lois et ces mesures, pour onéreuses, démagogiques et paternalistes qu'elles soient, sont présentées comme rendant plus efficaces la défense et la protection des droits des individus. Le mouvement hygiéniste met en

avant son respect pour la « personne privée », raison suffisante pour qu'une bonne partie de l'opinion publique accepte l'image libérale et émancipatrice que projette le nouvel « hygiénisme ». En même temps, cette perception du droit de l'homme et du libéralisme est discutable : il y a une confusion de la réalité de la vie avec la rhétorique, avec des images projetées par les médias et des modèles abstraits et formels de la science sociale moderne. En mettant en relief les intentions et rarement les conséquences, il n'aborde pas le problème crucial des coûts économiques et surtout politiques des actions engagées au travers d'une évaluation bien comprise des risques/bénéfices.

Chronique sur un mot clé : « Hygiénisme » **Par Valérie Péan. Mission Agrobiosciences.**

L'hygiénisme semble bel et bien faire un retour en force, du moins au niveau de l'utilisation du mot. Celui-ci qui recouvre en fait deux notions différentes. La première, ce qu'on appelle l'hygiénisme contemporain, a été développée par un biologiste anglais, Shelton, au 20^{ème} siècle. Sur le principe selon lequel tout être vivant tend naturellement vers la guérison, cet hygiénisme prône la santé par la diète, le refus de tout médicament et la naturothérapie. Il me semble plus intéressant de s'attarder sur la deuxième acception de l'hygiénisme, utilisée actuellement pour dénoncer le discours sécuritaire et moral en matière de mode de vie et d'alimentation. Bref, un retour à la l'hygiénisme du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire à la grande entreprise d'assainissement menée en France à partir de 1870.

La croisade des hygiénistes (le mot est apparu en 1830) obéissait à un projet politique que l'on retrouve dans bon nombre de mythes, depuis Platon jusqu'à Rabelais : un corps sain, une cité juste, une raison pure.

Cette grande œuvre de salubrité politique a certes permis de nettes avancées en termes bactériologiques, les découvertes pasteuriennes aidant, – c'est l'époque où l'on enterre les morts dans des cimetières, où le préfet Poubelle oblige les Parisiens à enfermer leurs déchets, où l'on canalise les eaux usées dans les égouts, où des campagnes de vaccinations s'opèrent.

C'est la naissance de la santé publique, qui rejoint l'origine du mot grec, hygiène signifiant santé et désignant la branche de la médecine qui concerne le mode de vie adéquat pour conserver la santé et l'améliorer, principalement par l'hygiène corporelle.

Mais d'emblée, ce projet politique a opéré un amalgame délibéré, entre le corps humain et le corps social – une vision organique de la société -, la propreté et la pureté, la saleté et la souillure morale. Ce grand ménage de printemps devait permettre de lutter contre les miasmes, les odeurs pestilentielles, la saleté des rues, la mortalité infantile, les épidémies – en l'occurrence la syphilis– et de fil en aiguille, la décadence, la souillure, la criminalité et les fléaux sociaux telles que la prostitution.

Un objectif de moralisation donc, qui vise les pauvres, et un but clairement affiché d'amélioration de la race . Dès lors, hygiénisme a flirté avec l'eugénisme : une amélioration de la race très intéressée : à des fins économiques et militaires (avoir des bras pour cultiver et des hommes pour guerroyer, après la défaite de 70). On le voit nettement dans les colonies, notamment au Maroc, où des brigades sanitaires ont littéralement raflé les pauvres, pour les désinsectiser et les revigorer dans des stations sanitaires et militaires.

Cette politique hygiéniste s'est poursuivie jusqu'à la première guerre mondiale, relayée par la fondation Rockefeller, garante du bien-être de l'humanité, pour prévenir la tuberculose à travers la création des dispensaires et des visiteuses d'hygiène, la propagande d'un ministère de l'Hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale.

Certains voient aujourd'hui, dans différents signes des temps, le retour d'un tel hygiénisme ou du moins des conditions qui évoquent celles du 19^{ème} siècle, avec ses succès et ses dérapages.

- **L' apparition de nouvelles « épidémies »** que sont les virus – celui du Sida-, mais englobant également les risques alimentaires réels ou non, – vache folle, Ogm, listéria, fièvre aphteuse- et les problèmes de santé dus au mode de vie : l'obésité, le cancer du poumon, les maladies cardio-vasculaires.

- **Une idéologie de la tornade blanche**, de la pureté et de la propreté : on retrouve là la peur du miasme et des microbes, qui se traduit par la stérilisation et l'aseptisation à outrance, quitte à générer l'insipide, l'invasion des antibactériens dans la maison pour tout désinfecter, les parfums d'ambiance pour sentir le propre et j'en passe

- **Un Etat autoritaire** – au sens où c'est la puissance publique qui assume un rôle de surveillance, de contrôle, de garantie et qui exerce un pouvoir normatif fort.

- **Un moralisme discret** mais bien présent, qui tend à amalgamer corps humain et fléaux sociaux, sur l'alcool, le tabac, le poids. Le gros, le fumeur, le buveur, seraient décadents, ringardisés, et réussirait moins bien professionnellement. On le culpabilise : à sa faiblesse de caractère, est opposé l'idéologie de l'effort et de la volonté à coup de sport et de minceur.

Enfin, pour en venir plus précisément à l'alimentation, il me semble que , de même que l'émergence de l'hygiénisme du 19^{ème} siècle n'a pu se faire qu'à la faveur d'un progrès de la science et de la technique (Pasteur), nous connaissons aujourd'hui une technicisation et une médicalisation de l'alimentation qui valorise le nutritionnellement correct et parle d'alicaments sur fond d'une utopie qui serait celle de la santé parfaite. Au 19^{ème} siècle, de vraies avancées avaient néanmoins été opérées en terme de bien-être, mais au prix de régressions fortes en terme de dignité humaine.

De même aujourd'hui, ce souci du sûr et du sain apporte son lot de bénéfices, mais comporte également le risque de substituer le biologique au culturel, la norme au choix individuel, la légitime exigence de sécurité sanitaire à la politique de santé sécuritaire.

Synthèse de la Conversation.

Par Jean-Claude Flamant. Directeur de recherche Inra. Mission Agrobiosciences.

Les propos de cette conversation ont remis dans l'actualité un concept que l'on considèrerait comme un détournement de l'histoire, l'hygiénisme, alors qu'il est admis par tous que les pouvoirs publics ont une obligation impérieuse de garantir à chaque citoyen la sécurité sanitaire des aliments. Un contre-pied qui oblige à revisiter les manifestations de la doctrine de l'hygiénisme et à évoquer aussi l'histoire des progrès de l'hygiène publique pour comprendre l'évolution des rapports entre le pouvoir politique et le libre arbitre des personnes pour leurs comportements.

Il ne faut pas confondre les principes de l'hygiène et les ressorts de l'hygiénisme.

L'hygiène est faite d'un corps de principes qui permettent à chacun de vivre en bonne santé et de contribuer aussi à celle de sa famille, de ses voisins, de ses collègues... de la société locale tout entière : il s'agit de bonnes pratiques à base de lavages et de nettoyages, d'évacuation des déchets, des ordures et des eaux usées, etc. Dans cette logique, individus et pouvoirs publics conduisent des actions convergentes qui se traduisent par un allongement de la durée moyenne de vie plus sûrement disent certains que la médecine elle-même ou que la sécurité sanitaire des aliments. Mais n'atteint-on pas rapidement le domaine de l'hygiénisme lorsque les pouvoirs publics édictent par exemple des règles de « zéro germe » ? Et lorsque, après avoir obtenu un abaissement considérable des risques courants de notre chaîne alimentaire, les pouvoirs publics engagent des actions contre des comportements alimentaires à risque qui entraînent par exemple l'obésité, le diabète, les maladies cardio-vasculaires ?

Au fil des échanges, la conversation louvoie entre l'évocation d'un passé révolu et les signes de retour en force d'un hygiénisme qui se cache derrière des mesures qui semblent aller de soi. Certes la recherche scientifique peut dire quelque chose à propos des régimes alimentaires en identifiant les bénéfices santé de tels aliments ou de tels régimes alimentaires, où l'on découvre le rôle intime mais décisif des anti-oxydants ou des acides gras insaturés. Reste que certains pointent les évolutions récentes qui s'éloignent des analyses scientifiques de la sécurité sanitaire des aliments pour aborder les rives ambiguës et angoissantes des comportements individuels d'alimentation..

Les campagnes actuelles sur la nutrition et les régimes alimentaires n'ont-elles pas un côté pervers, en désignant du doigt des personnes dont le principal défaut serait la grosseur en regard d'un standard édicté par les pouvoirs publics, et de surcroît qui appartiendraient à des populations défavorisées et immigrées dont les régimes alimentaires apparaissent les plus générateurs de désordres nutritionnels notamment chez les enfants ? Les lois morales et les tendances racistes seraient-elles de retour là où ne les attendaient pas ?

« La Conversation de la Maison Midi-Pyrénées »
histoire des hommes, histoire de sciences, enjeux pour le futur
Organisée par la Mission Agrobiosciences et la Maison Midi-Pyrénées

Dans le cadre de la diffusion de la culture scientifique et technique, la Maison Midi-Pyrénées et la Mission Agrobiosciences se sont associées pour organiser chaque mois la « Conversation de la Maison Midi-Pyrénées »

Maison Midi-Pyrénées. 1 Rue de Rémusat. 31 000 Toulouse

Ouverte à tous. Les places étant limitées, il est impératif de s'inscrire au : **05 34 44 18 18**

« La Conversation de la Maison » : une question de société, le temps d'un dialogue, une mise en culture de la connaissance.

La « Conversation de la Maison Midi-Pyrénées » est ouverte à tous. Chaque mois, toujours un jeudi de 18heures 30 à 20 heures, elle propose le plaisir d'un échange entre une cinquantaine de participants pour éclairer des enjeux de société. En présence d'une personnalité scientifique issue d'une discipline fortement représentée en Midi-Pyrénées. Avec une présentation de l'actualité et des livres. Un apéritif permet de poursuivre les échanges ... Tels sont les ingrédients de la « Conversation de la Maison Midi-Pyrénées ».

« La Conversation de la Maison » : plusieurs séquences pour élaborer des pistes de réflexion

Dans un cadre intimiste à même de faciliter l'expression des participants – un public restreint à 50 personnes- la conversation est rythmée par cinq séquences afin d'alimenter les échanges qui implique l'ensemble des participants durant 1h 1/2.

- ➔ Une revue d'actualité du sujet
- ➔ Une chronique sur un mot clé
- ➔ L'intervention d'une personnalité scientifique reconnue nationalement et internationalement dans sa discipline, qui présente ses connaissances, donne des repères concernant les enjeux et met en discussion son parti-pris sur le sujet
- ➔ Un débat entre 50 participants
- ➔ Une revue critique des livres et autres documents à lire pour aller plus loin.
- ➔ Un apéritif pour poursuivre...

**« La Conversation de la Maison Midi-Pyrénées »
histoire des hommes, histoire de sciences, enjeux pour le futur**

Rappel du programme 2003/2004

JEUDI 13 NOVEMBRE 2003.

« Le paysage, nouvel enjeu de rapports de forces ? »

Avec Gérard Tiné, plasticien, enseignant à l'Ecole d'Architecture de Toulouse.

JEUDI 4 DECEMBRE 2003.

« Le nouveau statut de l'animal dans notre société : quelles conséquences ? »

Avec Christian Diaz, chercheur à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

JEUDI 22 JANVIER 2004.

« Comment instruire le débat sur les OGM ? »

Avec Joël Gellin, directeur de recherche en Génétique cellulaire. Inra. Toulouse

JEUDI 26 FEVRIER 2004.

« Qui peut encore réguler une économie globalisée ? »

Avec Emmanuelle Auriol, Professeur d'économie à l'Université de Toulouse I

JEUDI 25 MARS 2004.

« Sécurité alimentaire et santé : un progrès ou un retour vers l'hygiénisme ? »

Avec Georges Bories, directeur de recherche Inra, directeur scientifique à la Commission Européenne.

JEUDI 22 AVRIL 2004.

« Supprimer la douleur : jusqu'où peut-on aller ? »

Avec Thierry Marmet, chef du Service de soins palliatifs de la polyclinique Joseph Ducuing et Bernard Desclaux, chef de service à l'Institut Claudius Regaud.

JEUDI 27 MAI 2004.

« La recherche publique peut-elle se passer des contrats privés ? »

Avec Michel Grossetti, directeur du Centre d'Etude des Rationalités et des Savoirs. Cnrs-Université Toulouse-Le-Mirail

